



Les services publics

La 2e journée des états généraux du CCRE a été marquée par six ateliers sur les services publics, sous deux thèmes: les services publics en tant que source de cohésion, et leurs aspects financier.

Problèmes démographiques.

Nos savons déjà quels défis nous allons devoir affronter : la faible fertilité et les problèmes significatifs concernant la protection sociale entraînent un vieillissement de la population. Les zones rurales sont les premières à en souffrir. Comme le prédit Risto Parjanne, Directeur Général de l'Association des Pouvoirs Locaux et régionaux de Finlande (FI), « Seules quatre ou cinq agglomérations se développeront avec succès en Finlande en 2002. » Afin de ne pas négliger le reste des régions, un des points forts à l'ordre du jour est la coopération européenne. « Divers concepts doivent être élaborés, testés et examinés pour être finalement appliqués dans toute l'Europe », a expliqué Andrea Fischer, Secrétaire d'État de Saxe.

Les services publics

« Les services publics sont bien organisés, mais leur accès est mal assuré » constatait Mme Jorritsma, Maire d'Almeire et ancien Ministre des Pays-Bas, au début de son discours. Selon elle, les services publics doivent être fournis aux consommateurs et les employés de l'administration publique doivent travailler en conséquence, car « tous les biens offerts ne sont pas nécessairement des biens souhaités » a-t-elle commenté. « Quand les citoyens ont besoin d'un passeport ou d'un permis de travail, ils ne peuvent pas l'obtenir chez un concurrent du secteur privé. » Elle est convaincue que le secteur public peut apprendre du secteur privé en concentrant son attention sur la satisfaction du consommateur, sur des exercices d'échanges de bonnes pratiques, etc. « Le service public doit être plus professionnel » Mme Roselyne Lefrançois, Député-Maire de Rennes a préféré parler d'« utilisateur » plutôt que de « client » et a souligné les principes d'égalité et de solidarité. Elle a présenté le concept « vivre intelligemment » qui fut introduit en France et dont le but est de combiner compétition et solidarité. Le Maire de Malmö, M. Ilmar Reepalu,

quant à lui, a favorisé les standards sociaux minimaux en Europe qui sont vitaux pour le modèle social européen, ce qui non seulement est très attrayant mais encore fait figure de modèle en dehors de l'Europe. Les services doivent être acceptables dans toute l'UE et « tous les citoyens doivent avoir accès à des services publics équivalents.

Pour les plus vulnérables

Un atelier a également été organisé sur les réponses à donner aux besoins des plus vulnérables. De nombreuses solutions ont été apportées parmi lesquelles la consultation de ceux qui sont dans le besoin, afin de prévoir la fourniture de services convenables, l'assurance que le secteur social n'est pas sur-contrôlé, particulièrement dans les débats sur l'avenir de l'Europe et sur le Modèle social, ainsi que le financement des services publics. Les participants se sont mis d'accord sur le fait que les gouvernements nationaux au niveau européen ont tendance à jouer un rôle plus actif dans l'établissement de standards nationaux de qualité: Est-ce que cela viole le principe d'autonomie locale ? Les niveaux nationaux doivent-ils établir des standards ? Ils ont également convenu que les plus vulnérables ont également leurs mots à dire et que les personnes handicapées nécessitent de l'autonomie et du respect.

Ah l'argent

Bien entendu, les autorités locales et régionales ont besoin de fonds suffisants si elles veulent réaliser leurs projets: « mais ce problème est partout le même en Europe », comme le souligne Andrzej Porawski, le directeur exécutif de l'Association des Villes polonaises. « Un lobbying efficace ainsi qu'une bonne gestion est nécessaire lorsque nous établissons une coopération avec le secteur privé ». La perspective d'une telle coopération est dès à présent, et pour les municipalités et régions, possible avec la plus grande banque dans le

monde : « A partir de maintenant, nous n'avons financé que des projets allant jusqu'à un plafond de 25 millions d'euros. Mais nous comprenons qu'aujourd'hui, cette tradition n'a pas d'effet au niveau local. C'est pourquoi nous nous concentrons sur des projets multi-sectoriaux », explique Brian Field, économiste pour le département Projet de la Banque européenne d'investissement.

Améliorer et évaluer

Quelques 70 personnes ont participé à l'atelier intitulé « Améliorer et évaluer nos services publics » conduit par Jon Bloomfield de l'université de Birmingham. Jon Bloomfield y a présenté les nouvelles études qu'il a rassemblées pour le CCRE concernant l'approche des gouvernements centraux sur la performance et la rentabilité. José Ernesto D'Oliveira, Maire d'Evora, a souligné le fait que les pouvoirs locaux et régionaux ont besoin de développer de nouveaux modèles de gestion, basés sur une bonne gouvernance, sur la démocratie et la responsabilité envers les citoyens dans l'amélioration de la qualité des services à prix égal ou moindre. Halvdan Skard, Vice-Président du CCRE, a présenté un travail en réseaux que les pouvoirs locaux norvégiens ont effectué afin d'échanger des modèles de prestation des services publics locaux. Andrzej Pruszkowski, Vice-Président du CCRE et Maire de Lublin, a expliqué que la distribution des services publics relevait d'un domaine de compétences relativement nouveau pour les pouvoirs locaux et régionaux polonais qui ont hérité du gouvernement central une infrastructure et une organisation de faible qualité. L'infrastructure exige de gros investissements. Les participants ont insisté sur la nécessité d'échanger les bonnes pratiques tant au niveau national qu'europeen.

Prestations de services

Le maire de Valladolid, M. Francisco Javier Leon de la Riva, explique que sa ville



Michel Thiers

met l'accent sur des standards environnementaux et sociaux très élevés en ce qui concerne les services publics. Il illustre ses propos en donnant l'exemple des transports publics. 85% des 83 autobus en circulation roulent au gaz naturel et sont adaptés aux personnes handicapées. Au cours du débat touchant à la question de comment devraient être prestés les services, M. Keith Whithmore, membre du Conseil municipal de Manchester, constata: « Il n'y a pas de stratégie universelle pour la prestation idéale de services. Il s'agit d'un mélange des usages propices de fourniture de services à l'interne, l'externalisation, de partenariats public-public et public-privé, et parfois même la vente ou le transfert de services à un autre fournisseur. » Jens Lattman de l'association allemande des villes partageait ce point de vue démontra sa volonté de discuter d'une éventuelle directive-cadre européenne sur les services publics. Ce message a été chaleureusement accueilli par Gilles Savary, membre du PE et défenseur de l'établissement d'une législation à cet égard. Il a fortement souligné le besoin d'engager le CCRE dans le débat politique. De manière générale, les participants étaient d'accord sur le fait que le CCRE a joué un rôle actif dans le débat afin de défendre les intérêts des services publics au niveau local. ■



Hans Joachim Pagels

UWE LORENZEN
LOCAL GOVERNMENT DENMARK



Une des plus importantes décisions prises à Innsbruck a été de rassembler sous le même

toit à Bruxelles le CCRE et les associations membres. Cela faisait 10 ans qu'on en parlait ! J'ai aussi apprécié l'atelier sur les services publics et les changements démographiques, particulièrement l'intervention de la Saxe-Anhalt. J'ai beaucoup appris de leur approche pratique des problèmes.

Foto: Lechner

ANDREA FISCHER
SECRÉTAIRE D'ÉTAT,
MINISTÈRE D'ÉTAT DE SAXE



Il est surprenant que les problèmes entraînés par le changement démographique

soient sujets à une prise de conscience aussi générale. Il n'en était pas ainsi il y a quelques années. Tout en étant perçu comme étant un problème, le changement démographique ne peut être résolu par une solution unique sinon par un ensemble de mesures prise simultanément. De telles rencontres représentent une opportunité extraordinaire, car nous faisons partie d'un réseau au sein duquel plusieurs solutions peuvent être mises en place. L'ensemble des communes et régions peut ainsi bénéficier de ces expériences.

Foto: Lechner

ANGELA BUSSEI
GEMEINDE GATTATICO (ITALIEN)
RAINER MEURER
GEMEINDE ZIERENBERG (DEUTSCHLAND)



Der Gemeindefest ist für uns wichtig, weil wir ansonsten immer im Kleinen arbeiten. Hier haben wir die Möglichkeit, unsere Arbeit vorzustellen, mit den Leuten zu reden und zu verstehen, was andere Gemeinden machen und dadurch neue Ideen zu bekommen. Man trifft die Leute, die man nur postalisch oder telefonisch kennt, persönlich – dadurch laufen dann auch die künftigen Kontakte anders, nämlich besser.

Foto: Albarolano

Les régions du futur

Pouvoirs locaux et régionaux en Europe du Sud-est. Au centre de la discussion : problèmes et défis, mais surtout chances.



Mykola Fedoruk et Yavuz Mildon

Foto: Lechner

Ce n'est ni l'enfant terrible de l'Europe, ni le paradis instantané. L'Europe du Sud-est, Ukraine comprise, représente en réalité une région passionnante et prometteuse pour le continent européen. Ce qui explique le grand intérêt accordé à ce sujet dans l'assemblée générale de cette année. Comme le vice-président du CCRE et maire de Rhodes, Georgios Giannopoulos, l'a clairement stipulé au début du débat, « chacun d'entre nous, au sein du CCRE, est conscient depuis longtemps que nous devons soutenir activement les pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe du Sud-est. Nous devons

avant tout agir de la sorte afin de nous faire de solides partenaires pour le futur ». Ceci est d'autant plus vrai depuis que les guerres des années 90 ont fait naître dans les Balkans un panorama tout particulier qui persiste toujours. En fournissant des efforts supplémentaires, nous pouvons en conséquence rendre cette région plus forte et donc consolider l'Europe. Le Président de la Chambre des Régions du CPLRE, Yavuz Mildon, atteste cette idée sans réserve : « Une excellente coopération avec le CCRE a déjà été effectuée dans le contexte des efforts de démocratisation en Europe du Sud-est et nous devons continuer à améliorer la stabilité et la sécurité dans la région. » Milton l'illustre par de nombreux projets : « Motiver davantage les jeunes dans le processus démocratique des pouvoirs locaux et régionaux et encourager la coexistence pacifique avec les minorités, c'est ce qui doit retenir toute notre attention. » La vice-présidente de l'Association des Villes et Communes Ukrainiennes (UA), Mykola Fedoruk, parle en connaissance de cause lorsqu'elle observe : « Nous sommes impliqués dans la construction d'une nouvelle Europe et voulons

faire partie intégrante de cette Europe. Dans cette perspective, l'Ukraine devra surmonter les barrières qui la séparent de l'Europe, remplir les objectifs économiques et sociaux, et créer une société démocratique civile. » Cette tâche ne peut toutefois pas être remplie sans l'aide de l'Europe. Ginka Tchavdarova, Directrice Exécutive de NALAS, explique en quoi cette aide pourrait consister. Ce réseau des pouvoirs régionaux de l'Europe du Sud-est intègre douze États Membres dont la tâche est d'effectuer un travail identique à celui du CCRE : « Nous avons mis en place une sorte de CCRE et faisons de notre mieux pour y incorporer de multiples informations, une expertise, ainsi que les besoins respectifs de chacun afin d'apprendre les uns des autres. » Les différents partenaires ne peuvent que profiter les uns des autres, comme le confirme également Erich Pramböck, Secrétaire Général de l'Association des Villes Autrichiennes : « Nous avons construit un réseau au sein duquel nous concentrons nos connaissances et nos expertises et sur lequel les régions de l'Europe du Sud-est peuvent toujours se reposer. »

"Friends for life"

Town twinnings. Partnerships between municipalities not only serve interchange, they also entail mutual support – examples of cooperation.

To get together, yet still to preserve one's own roots – this is an important aspect when it comes to the building of a common Europe that can also be pushed forward by town twinnings. With these words Anders Knappe, Mayor of Karlstad and chair of the CEMR working group on twinning, kicked off the special session on twinning. Links between municipalities, that can help advance cohesion and social inclusion, were presented at a round table. One case in question being the integration and inclusion of immigrants, as practiced, for example, by the Sicilian municipality of Mazara del Vallo and by Mahida in Tunisia. The Italian town is developing concepts that are supposed to make living together easier for immigrants and natives, and also to make for stable jobs and to promote integration, as a participant reported.

One goal of the partnership, by now lasting some 16 years, between the Bel-

gian municipality of Geel and Slatina in Romania is to set up medical and social support structures for the latter – a project that both sides profit from in equal measure. "We have learned how important it is to do voluntary work. Through this partnership the citizens of Geel have realized that what matters is not just to solve problems but to create chances," as a second participant observed about the partnership that has made it possible to create sustainable structures in Slatina.

Another project, emerging from the European Year of Sport 2004, was taken up – among others – by the partnership, existing since 1999, between Gattatico (Italy) and Zierenberg (Germany). Young people from both municipalities took the motto "say yes to sport – say no to drugs, violence, and racism" as a starting point for discussion. And they could put the results into practice right away in their home-

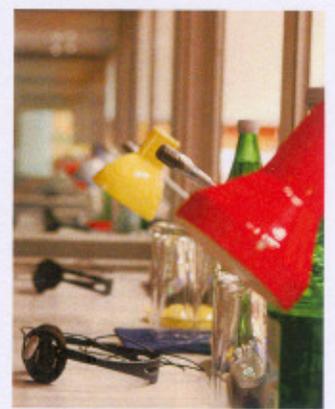


"Say yes to sport – say no to drugs, violence, and racism", presented by Giulia Denti

Foto: Lechner

towns. In order to build a successful partnership, what is needed above all is mutual trust – people with whom a long-term cooperation is possible and who understand the goals and the needs of their partners, as the overall tenor among the speakers could be summed up.

Impressions de la deuxième journée : ateliers et discussions



Une charte pour l'égalité entre les hommes et les femmes de nos municipalités

Vicenta Bosch Palanca. La Présidente de la commission des représentantes locales et régionales du CCRE présente la Charte qui sera lancée ce 12 mai à Innsbruck.

La Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes au niveau local est une idée du CCRE. Pourquoi et comment cette idée est-elle née ?

Cette charte est le fruit d'un long engagement de notre organisation pour l'égalité des femmes et des hommes. Cependant, malgré les progrès accomplis, l'égalité des hommes et des femmes est bien loin d'être atteinte. Nous avons pensé qu'il fallait prendre des mesures d'envergure. La première étape a été la réalisation d'une méthodologie pour la ville de l'égalité, qui a connu un grand succès. La charte constitue l'étape suivante, à savoir le moyen d'encourager les communes, les villes, les provinces et les régions que le CCRE représente, à prendre un engagement politique pour l'égalité.

Qui a participé à la conception de la Charte et comment les différences culturelles entre les différents pays ont-elles été résolues ?

Cette charte est le résultat d'un processus de réflexion et d'élaboration auquel ont participé des élus locaux et régionales de presque tous les pays comptant des associations membres du CCRE, c'est-à-dire plus de trente. Nous nous sommes rencontrées à l'occasion de deux séminaires, à Bilbao et à Limassol (Chypre), et d'une grande conférence à Bruxelles en février dernier durant laquelle le projet de charte a été débattu.

Nous avons associé des expertes de renommée internationale comme Françoise Gaspard - experte auprès des Nations Unies -, Diane Bunyan - experte auprès



Vicenta Bosch Palanca et Jeremy Smith

du Conseil de l'Europe -, et Eliane Vogel-Polsky - juriste de renommée européenne. Je voudrais souligner que ce travail a reçu le soutien de la Commission européenne dans le cadre du cinquième programme d'action communautaire, qui a été vital pour la réussite de notre projet, ainsi que le soutien financier de nombreux partenaires.

Selon vous, quelles mesures essentielles la Charte a-t-elle mises en place et pour quelles raisons ?

En tant qu'élue, je pense que l'égalité ne peut progresser sans qu'il y ait plus de femmes au niveau décisionnel, mais la charte est importante dans son ensemble. Je suis bien consciente qu'elle

ne pourra pas se traduire dans la réalité du jour au lendemain, mais elle peut devenir concrète en appliquant ces différentes mesures progressivement.

C'est un document exigeant, mais il faut toujours exiger beaucoup pour obtenir un peu. Les associations nationales membres du CCRE auront un rôle primordial à jouer, car elles devront lancer la charte dans leurs pays. Quel a été le rôle du Parlement européen ?

La charte a déjà obtenu un retentissement très positif lors de la conférence de Bruxelles à laquelle Anna Zaborska, Présidente de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres

du Parlement européen a participé. Il est évident que le soutien du PE, directement élu par les citoyens d'Europe, est très important pour que cette charte devienne une réalité. Nous aimerions que le PE et la Commission européenne nous aident à faire de cette charte un document officiel de référence pour l'égalité. Des pays non membres de l'UE ont aussi montré leur intérêt envers la charte, pour cette raison j'espère que nous pourrions compter également sur le Conseil de l'Europe. Nous espérons que la charte deviendra un exemple mondial, pour cela je suis certaine que nous pourrions compter sur notre organisation mondiale CGLU. ■

ETATS GENERAUX DU CCRE 2006 – PROGRAMME:

Vendredi 12 Mai

9.30 – 11.00	SESSION SPECIALE SUR LES PERSPECTIVES INTERNATIONALES: La contribution européenne aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (Saal Tirol)
11.00 – 12.00	Lancement de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale (Saal Tirol)
12.00 – 13.00	CEREMONIE DE CLOTURE (Saal Tirol)
13.15	Déjeuner



IMPRESSUM: Herausgeber: Rat der Gemeinden und Regionen Europas (RGRE); Für den Inhalt verantwortlich: Patrizia Fiorilli; Redaktion: Mag. Andreas Hauser, Michael Kogler, Sonja Niederbrunner, Johannes Vötter; Übersetzung: Isabelle Guibert, Mag. Daniel Ostermann, Matthias Scholz, Pierre Vander Auwera; Fotos: Alex Abbasciano, Andreas Friedle, Florian Lechner, Innsbruck Information, CCRE; Grafik: Irene Daxer; Druck: printcenter Lamprechtner, 6020 Innsbruck; Verleger: ECHO Zeitschriften- und Verlags GesmbH, Eduard-Bodem-Gasse 6, 6020 Innsbruck, www.echoonline.at